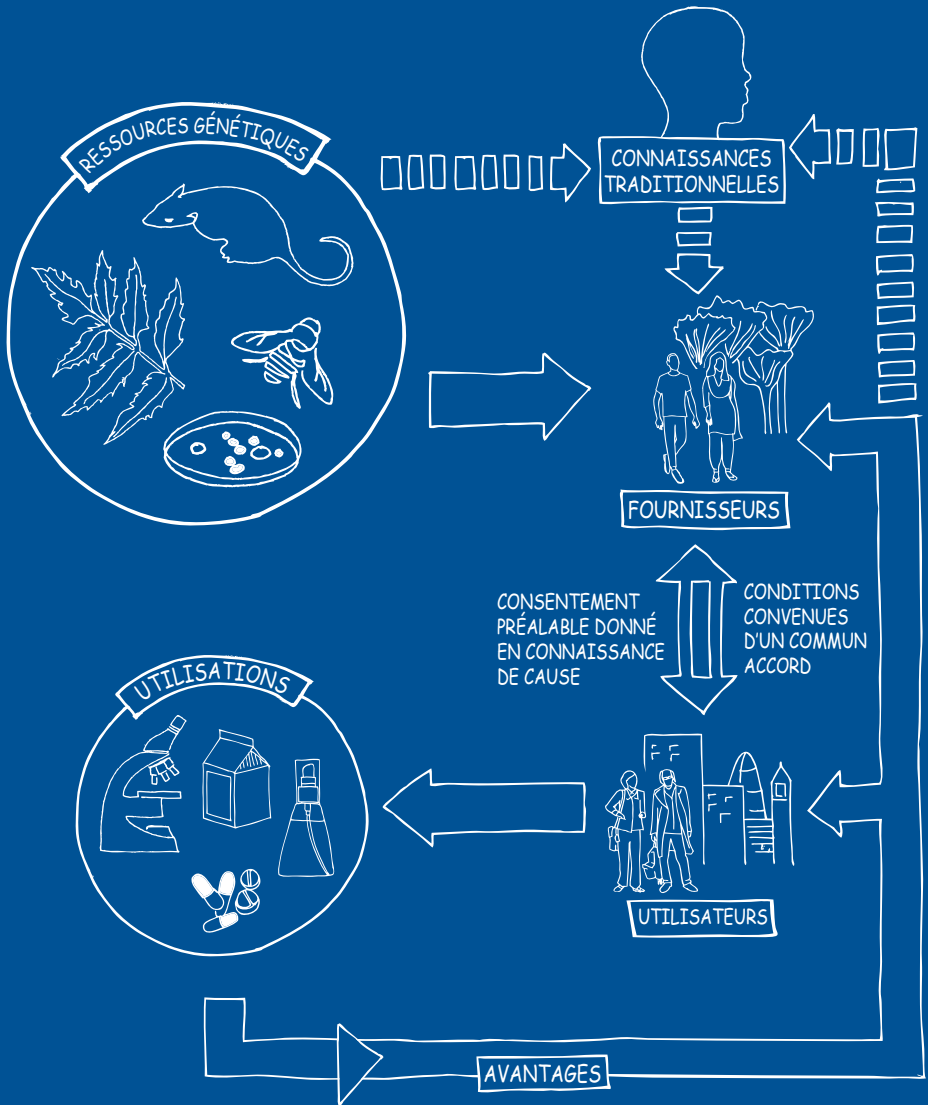


Le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages





Droit d'auteur image : offerte par le Bulletin des Négociations de la Terre

Contexte

Au Sommet mondial pour le développement durable en 2002, les gouvernements ont demandé que l'on agisse pour négocier un régime international pour promouvoir un partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques. En 2004, le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'accès et le partage des avantages, créé dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB), a été chargé de négocier un régime international d'accès et de partage des avantages. Après six ans de négociations, le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation a été adopté le 29 octobre 2010 à Nagoya, au Japon.



Le texte intégral du Protocole de Nagoya peut être consulté à la page web : www.cbd.int/abs/text/

Qu'est-ce que le Protocole de Nagoya ?

Le Protocole de Nagoya est un nouveau traité international qui donne suite et soutient la CDB, en particulier l'un de ses trois objectifs, le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques. Le Protocole de Nagoya est un accord historique dans la gouvernance internationale de la biodiversité et concerne divers secteurs commerciaux et non commerciaux engagés dans l'utilisation et l'échange des ressources génétiques.

Le Protocole de Nagoya repose sur les principes fondamentaux de l'accès et du partage des avantages consacrés par la Convention sur la diversité biologique. Ces principes nécessitent l'obtention, par les utilisateurs potentiels de ressources génétiques, du **consentement préalable en connaissance de cause** du pays dans lequel la ressource est située avant que l'accès ne soit accordé, ainsi que la négociation et l'établissement de **conditions convenues d'un commun accord** d'accès et d'utilisation de cette ressource. Cet accord doit inclure le partage des avantages découlant de l'utilisation de cette ressource avec le fournisseur, comme condition préalable d'accès à la ressource et de son utilisation. Inversement, les pays qui fournissent des ressources génétiques doivent prévoir. Inversement, les pays qui fournissent des ressources génétiques doivent prévoir des règles et procédures d'accès à leurs ressources génétiques justes et non arbitraires.

Pourquoi le Protocole de Nagoya est-il important ?

Le Protocole de Nagoya assure une plus grande sécurité juridique et plus de transparence, tant pour les fournisseurs que pour les utilisateurs de ressources génétiques. Il contribue à assurer le partage des avantages, notamment lorsque les ressources génétiques quittent le pays fournisseur, et crée des conditions d'accès aux ressources génétiques plus prévisibles.

En augmentant la sécurité juridique et en promouvant le partage des avantages, le Protocole de Nagoya encourage l'avancement de la recherche sur les ressources génétiques, qui pourrait conduire à de nouvelles découvertes au profit de tous. En outre, le Protocole de Nagoya crée des incitations à préserver et utiliser de manière durable les ressources génétiques, augmentant ainsi la contribution de la biodiversité au développement et au bien-être humain.

Quel est le champ d'application du Protocole de Nagoya ?

Le Protocole de Nagoya s'applique aux ressources génétiques, aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques et aux avantages découlant de leur utilisation.

Quels sont les éléments centraux du Protocole de Nagoya ?

Le Protocole de Nagoya prévoit des obligations fondamentales qui incombent aux Parties contractantes de prendre des mesures en matière d'accès aux ressources génétiques, de partage des avantages et de respect des obligations.

Obligations en matière d'accès

Les mesures adoptées au niveau national en matière d'accès aux ressources génétiques doivent :

- Assurer la sécurité juridique, la clarté et la transparence
- Prévoir des règles et des procédures justes et non arbitraires
- Etablir des règles et des procédures claires en matière de consentement préalable en connaissance de cause et de conditions convenues d'un commun accord
- Prévoir la délivrance d'un permis ou de son équivalent, lorsque l'accès est accordé
- Créer des conditions propres à promouvoir et encourager la recherche qui contribue à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique
- Prendre dûment en considération les situations d'urgence actuelles ou imminentes qui menacent la santé humaine, animale ou végétale
- Tenir compte de l'importance des ressources génétiques liées à l'alimentation et l'agriculture pour la sécurité alimentaire

Obligations en matière de partage des avantages

Les mesures adoptées au niveau national en matière de partage des avantages doivent prévoir le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques ainsi que des applications et de la commercialisation ultérieures, avec la Partie contractante qui fournit ces ressources. Le terme « utilisation » couvre les activités de recherche et de

développement sur la composition génétique et/ou biochimique des ressources génétiques. Le partage des avantages est soumis à des conditions convenues d'un commun accord. Les avantages peuvent être monétaires, tels que des redevances, ou non monétaires, comme le partage des résultats de la recherche ou le transfert de technologie.

Le Protocole de Nagoya propose aussi la création d'un mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages pour traiter le partage des avantages résultant de l'utilisation des ressources génétiques qui se trouvent dans des zones transfrontières ou dans des situations où il n'est pas possible d'obtenir le consentement préalable donné en connaissance de cause. Il reste à définir la nature de ce mécanisme. Les avantages partagés au moyen de ce mécanisme sont utilisés pour appuyer la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique à l'échelle mondiale.

Obligations en matière de respect des obligations

Des obligations spécifiques destinées à appuyer le respect de la législation et des exigences réglementaires nationales de la Partie contractante fournissant des ressources génétiques, et des obligations contractuelles contenues dans les conditions convenues d'un commun accord, constituent une innovation importante du Protocole de Nagoya. Les Parties contractantes doivent :

- Prendre des mesures permettant d'assurer que les ressources génétiques utilisées dans leur juridiction ont été obtenues suite à un consentement préalable donné en connaissance de cause et que des conditions convenues d'un commun accord ont été établies
- Coopérer en cas de violation présumée des exigences prescrites par une autre Partie contractante
- Favoriser des dispositions contractuelles sur le règlement des différends dans les conditions convenues d'un commun accord
- Veiller à donner la possibilité de recours dans leur système législatif en cas de différend résultant des conditions convenues d'un commun accord
- Prendre des mesures concernant l'accès à la justice
- Prendre des mesures pour surveiller l'utilisation des ressources génétiques, notamment en désignant des points de contrôle efficaces à tout stade de la chaîne de valorisation : recherche, développement, innovation, précommercialisation ou commercialisation

Le Protocole de Nagoya prévoit également l'élaboration, la mise à jour et l'utilisation de clauses contractuelles type, ainsi que de codes de conduite, lignes directrices, meilleures pratiques et/ou normes pour différents secteurs.

Pour un aperçu général des instruments de cette sorte déjà employés, consulter www.cbd.int/abs/instruments.

Comment le Protocole de Nagoya aborde-t-il les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques et les ressources génétiques détenues par les communautés autochtones et locales ?

Le Protocole de Nagoya traite des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques dans le cadre de ses dispositions sur l'accès, le partage des avantages et le respect des obligations. Il traite également des ressources génétiques auxquelles des communautés autochtones et locales ont un droit reconnu d'accorder l'accès. Les Parties au Protocole de Nagoya doivent prendre des mesures propres à assurer le consentement préalable en connaissance de cause de ces communautés et le partage juste et équitable des avantages, en gardant à l'esprit le droit coutumier et les procédures communautaires, ainsi que l'utilisation et l'échange coutumiers des ressources génétiques.

Grâce à ses dispositions claires sur l'accès aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, le Protocole de Nagoya contribuera à renforcer la capacité des communautés autochtones et locales de bénéficier de l'utilisation de leurs connaissances, innovations et pratiques. Le Protocole de Nagoya créera aussi des incitations à promouvoir et protéger les connaissances traditionnelles en encourageant l'élaboration de protocoles communautaires, de conditions minimales pour la négociation de conditions convenues d'un commun accord et de clauses contractuelles type relatifs à l'accès aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques et au partage des avantages découlant de leur utilisation.

Mécanismes destinés à appuyer la mise en œuvre

Le succès du Protocole de Nagoya dépendra de sa mise en œuvre efficace au niveau national. Plusieurs mécanismes prévus dans le cadre du Protocole de Nagoya aideront les Parties contractantes à cet égard, notamment :

- La désignation de correspondants nationaux et d'autorités nationales compétentes servant de points de contact pour fournir des informations, accorder l'accès ou coopérer entre Parties.
- Un Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, c'est-à-dire une plateforme en ligne de partage d'informations pour soutenir l'application du Protocole de Nagoya. Chaque Partie au Protocole doit fournir, par exemple, des informations sur les exigences réglementaires nationales en matière d'accès et de partage des avantages ou sur les correspondants nationaux et les autorités nationales compétentes, les permis ou documents équivalents délivrés au moment de l'accès.
- Le renforcement des capacités pour appuyer les éléments fondamentaux de la mise en œuvre. Sur la base de l'autoévaluation des pays de leurs besoins et priorités nationaux, ceci peut inclure la capacité de :
 - Elaborer une législation nationale sur l'accès et le partage des avantages afin d'appliquer le Protocole de Nagoya
 - Négocier des conditions convenues d'un commun accord
 - Développer les capacités de recherche dans chaque pays
- La sensibilisation du public au moyen de la promotion du Protocole de Nagoya et d'un échange d'expériences et d'informations avec et entre les principales parties prenantes, entre autres les communautés autochtones et locales et le milieu de la recherche
- Le transfert de technologie, principalement grâce à la collaboration et la coopération dans le cadre de programmes de recherche et développement technique et scientifique
- Un soutien financier ciblé pour appuyer le renforcement des capacités et le développement d'initiatives par le biais du mécanisme de financement du Protocole de Nagoya, à savoir le Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

Quand le Protocole de Nagoya entrera-t-il en vigueur ?

Le Protocole de Nagoya est ouvert à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 2 février 2011 au 1er février 2012. Il entrera en vigueur 90 jours après la date de dépôt du 50ème instrument de ratification par une Partie à la Convention.



Fiches techniques de la série ABS

Accès et partage des avantages

Utilisation des ressources génétiques

Connaissances traditionnelles

Les Lignes directrices de Bonn

Mise en œuvre nationale

Le Protocole de Nagoya

La série ABS peut être téléchargée sur www.cbd.int/abs

Produit par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique

Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique

413, Rue Saint Jacques, Suite 800
Montréal QC H2Y 1N9
Canada

Tél. : +1 514-288-2220

Fax : +1 514-288-6588

Courriel : secretariat@cbd.int

Web : www.cbd.int

Web (ABS) : www.cbd.int/abs



Convention sur la
diversité biologique



Programme des Nations Unies pour l'environnement



www.theGEF.org

